



CAN des 8 et 9 juin Texte DL/International Partie syndicalisme international

La situation au Moyen-Orient reste particulièrement difficile. L'agression des États-Unis et d'Israël n'a servi qu'à dégrader encore davantage la situation d'une région déjà très durement éprouvée. Le fiasco militaire et géopolitique de Trump et Netanyahu a conduit au blocage du détroit d'Ormuz, déstabilisant gravement l'économie mondiale et provoquant une inflation qui frappe durement le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs.

Dans le même temps, l'armée israélienne pousse toujours plus loin son offensive illégale dans le sud du Liban, viole quotidiennement un cessez-le-feu qui ne s'est jamais vraiment appliqué ~~et~~ continue de bombarder régulièrement les territoires palestiniens. Dans un contexte où les activités syndicales sont entravées par la guerre et la répression, le SNES-FSU continue de renforcer les liens avec les organisations syndicales affiliées à l'Internationale de l'Éducation, syriennes, libanaises et palestiniennes (GUPT),

Le SNES-FSU apporte également son soutien au Conseil de coordination des associations syndicales d'enseignants iraniens (CCITTA), organisation membre de l'Internationale de l'Éducation (IE), dans son appel à la fin de la répression et des attaques contre les populations civiles. En Ukraine la guerre d'usure se poursuit, l'armée russe perd un peu de terrain mais poursuit ses bombardements quotidiens contre les villes et les civils ukrainien-nes.

Aux côtés de l'IE et des organisations syndicales ukrainiennes, palestiniennes, libanaises et iraniennes, le SNES-FSU exige que les populations civiles, en particulier dans les écoles, soient protégées conformément au droit humanitaire international.

Après avoir menacé de prendre par la force le Groenland, le Canada et Panama, le Président des États-Unis menace d'attaquer et d'annexer Cuba. Le SNES-FSU dénonce les ambitions prédatrices de Donald Trump. Il appelle au respect de la souveraineté territoriale partout dans le monde et à l'application des résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU qui réclament depuis des années la levée du blocus économique de Cuba. Le SNES-FSU apporte son soutien aux collègues cubain-es qui continuent d'enseigner malgré l'étranglement économique provoqué par l'embargo. En Colombie, le premier tour de l'élection présidentielle a placé en tête le candidat de l'extrême droite Abelardo de la Espriella devant le candidat de la gauche unie Iván Cepeda. Après les victoires de Kast au Chili et de Milei en Argentine, le second tour le 21 juin, pourrait faire basculer un nouveau pays d'Amérique du Sud à l'extrême droite. Le programme antisyndical de Abelardo de la Espriella est une menace pour l'école publique et la démocratie. Il souhaite notamment « sortir le syndicat FECODE », membre de l'IE, des salles de classe « et y faire revenir Dieu ». Le SNES-FSU apporte son soutien à la FECODE et continuera à créer les convergences et les solidarités avec les organisations syndicales

qui partagent ses orientations notamment en ce qui concerne la défense de l'école publique et la lutte contre l'extrême-droite. À ce titre, il continuera de s'impliquer dans le travail du Comité Syndical Européen de l'Éducation (CSEE) avec l'élaboration d'un plan d'action pour la défense de la démocratie.

Il contribuera à informer sur la façon dont les syndicats peuvent organiser leurs activités et la lutte contre l'extrême droite à l'exemple de la CGIL en Italie ou du PSZ en Hongrie sous le gouvernement Orban. Il organisera des réunions sur le sujet à l'instar du webinaire du 5 novembre dernier sur la défense des valeurs démocratiques, et participera à celles initiées par le CSEE et l'IE. Toute cette activité fera l'objet de publications sur le syndicalisme et l'extrême droite qui pourront s'inscrire dans le plan de campagne des élections professionnelles ainsi que dans la perspective des élections de 2027.

Le SNES-FSU continuera par ailleurs à travailler la question des droits des LGBTI+ dans le cadre de l'International de l'éducation, partie prenante du conseil des Global unions, organisation des syndicats défenseurs des intérêts des travailleur·ses LGBTI+.

Le SNES-FSU salue et soutient le mouvement de grève reconductible des enseignant·es espagnol·es. Dans plusieurs Communautés Autonomes, un large arc intersyndical dénonce les coupes budgétaires dans l'éducation publique, la dégradation du bâti scolaire et l'accroissement du financement du privé sous contrat. Le SNES-FSU dénonce les récentes violences policières qui ont eu lors de manifestations d'enseignant·es à Valence. Il se félicite de la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui reconnaît que le droit de grève des travailleuses et travailleurs et de leurs organisations est protégé par la convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical de 1948. Cet arbitrage, suite à une saisine en 2023 par l'Organisation Internationale du Travail, est une grande victoire pour les enseignant·es qui dans certains pays se voyaient refuser le droit de grève.

Le SNES-FSU soutient les enseignant·es en grève, à l'appel d'une partie du CNTE, au Mexique, depuis le 1^{er} juin pour un système de retraite fondées sur les solidarités et non l'épargne individuelle. Il soutient cette lutte, dont les préoccupations rejoignent celles des enseignant·es de France.

Le SNES-FSU affirme sa solidarité avec les organisations syndicales belges unies dans le « Front commun » contre la réforme du système éducatif imposé par le gouvernement de Wallonie Bruxelles. Sous prétexte de répondre à la pénurie d'enseignant·es et dans le contexte de restrictions budgétaires, cette réforme augmente le temps de travail des personnels sans aucune contrepartie financière. Tout cela aura aussi pour effet immédiat de dégrader les conditions de travail et la qualité de l'encadrement des jeunes. Le front commun syndical a appelé l'ensemble de la population à manifester le 4 juin dernier. Le SNES-FSU dénonce la violence inédite de la répression à l'encontre des manifestant·es, en particulier à l'encontre des lycéen·es en grève.

Le SNES-FSU soutient la campagne du CSEE contre le projet de dérégulation numérique que contient l'omnibus numérique porté en procédure accélérée par la Commission Européenne. Celui-ci prévoit

de redéfinir la notion de données personnelles ce qui viderait de son contenu le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). L'omnibus numérique pourrait permettre d'automatiser de nombreuses décisions relatives aux étudiant·es, élèves et aux personnels. Dans l'éducation, le recrutement, l'évaluation des enseignant·es et l'évolution de carrière pourraient être à l'avenir automatisés, avec tous les biais inhérents aux Intelligences Artificielles (IA). Le SNES-FSU intégrera la campagne du CSEE contre l'omnibus numérique, et travaillera avec le Conseil de l'Europe à l'élaboration d'un instrument juridique visant à réglementer l'utilisation des systèmes d'IA dans l'éducation afin de protéger les droits humains et plus généralement l'ensemble du vivant, la démocratie et l'État de droit.

Le Bureau du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF), réuni à Dakar du 19 au 21 mai a décidé de déployer dans les organisations francophones de l'Internationale de l'Éducation (IE) la campagne mondiale *La Force du public : Ensemble on fait école*. Le CSFEF demande aux États d'investir au minimum 6% de leur richesse nationale et 20% de leur budget dans l'éducation et la formation. L'investissement massif dans les systèmes éducatifs publics est un rempart contre la marchandisation croissante de l'éducation et de l'enseignement supérieur et l'unique solution pour garantir le droit fondamental à l'éducation pour toutes et tous (Objectif de Développement Durable n°4).

Résultats du vote

POUR : 66

CONTRE : 0

Abstention : 2

Nppv : 0